

Discret, presque secret, le gouvernement veut porter à l'état social de la France un très mauvais coup : malgré le chômage, les licenciements et l'écrasement du pouvoir d'achat, la majorité Hollande, avec la droite, s'appête à voter une loi d'austérité durable. Ils appellent « ça » un Traité européen, ce n'est que le détournement du budget vers la finance et sa crise. En gravant l'austérité dans le marbre, le gouvernement joue la finance contre le social. **Députés, refusez de voter le traité ! Dans la rue le 30 septembre - 13 h 30 Paris-Nation -**

L'état de la France exige des mesures sociales urgentes, non une austérité européenne !

Pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (INSEE) devrait baisser de - 0,6 % sur l'ensemble de l'année 2012, après des hausses modestes de + 0,9 % en 2010 et + 0,5 % en 2011. L'Insee calcule un autre indicateur, hors évolutions démographiques, celui du pouvoir d'achat par unité de consommation. Comme l'établit le tableau ci-contre, le pouvoir d'achat par unité de consommation devrait s'effondrer de - 1,2 % en 2012, après - 0,1 % en 2011 et + 0,2 % en 2010. Cette baisse de - 1,2 % est sans précédent depuis 1984.



Niveau de vie

Selon une étude récente de l'Insee sur les niveaux de vie, s'appuyant sur les dernières données disponibles, celles de 2010, il apparaît ainsi que le revenu médian des Français (50% de salaires au dessus, 50% en dessous) a été seulement de **1 610 euros par mois**. Un Français sur deux a un niveau de vie inférieur à ce seuil, qui est très faible. À titre d'indication, le **Smic mensuel net est de 1 118 euros** depuis début juillet. Le niveau de vie des Français a donc baissé en 2010. « À contre-courant du reste de la population, le niveau de vie au-dessus duquel se situent les 5 % de personnes les plus aisées repart à la hausse (+ 1,3 % en euros constants) », constate l'institut.

Pauvreté

Un pauvre ? C'est celui qui ne dispose que de 60% du salaire médian, **environ 960 euros par mois**. De 7,8 millions de pauvres en 2008, on est passé à presque 8,2 millions en 2009 et plus de **8,6 millions en 2010**. Depuis que la crise a commencé, le nombre de pauvres augmente bon an mal an de près de 400 000. Ce qui fait naturellement froid dans le dos. Or, comme la crise depuis s'est encore creusée, il coule de source, là encore, que ces gravissimes évolutions ont dû se poursuivre en 2011 et 2012. Dans l'hypothèse basse d'une augmentation de 400 000 du nombre de pauvres par an, on pourrait donc atteindre **9,4 millions de pauvres fin 2012**. La France se rapproche de la barre fatidique des 10 millions de pauvres.

Chômage

Et si c'est le cas, c'est d'abord parce que le nombre des demandeurs d'emplois lui-même s'envole. Au-delà de ce que le gouvernement admet lui-même ! Le plus souvent, ce dernier ne communique en effet que sur la catégorie la plus restreinte des demandeurs d'emplois, ceux de la catégorie A, qui sont en recherche d'emploi et n'ont eu aucune activité. Soit, désormais, 3 millions de personnes. Mais si l'on agrège toutes les catégories, le tableau est beaucoup plus sombre : le nombre des demandeurs d'emploi a, depuis l'été, franchi la barre des 5 millions.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi					Unités : milliers et %	
Données CVS-CJO	Juillet 2011	Juin 2012	Juillet 2012	Variation sur un mois	Variation sur un an	
France métropolitaine						
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 752,3	2 945,8	2 987,1	1,4	8,5	
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte)	551,4	590,9	600,1	1,6	8,8	
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue)	825,8	858,8	866,6	0,9	4,9	
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 129,5	4 395,5	4 453,8	1,3	7,9	
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	227,6	242,3	235,0	-3,0	3,3	
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	347,5	363,8	362,0	-0,5	4,2	
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	4 704,6	5 001,6	5 050,8	1,0	7,4	

Le Traité européen confirme le pouvoir de la finance et des banques contre la question sociale

La dette ou l'emploi ? Vu l'état social du pays, nous revendiquons une politique de création d'emplois, de protection de la sécurité sociale et de promotion du pouvoir d'achat pour faire face à cette réalité sociale. Et le gouvernement ?

En faisant adopter à marche forcée une loi « organique » intégrant l'austérité de manière durable, le gouvernement dit explicitement : NON ! La priorité, ce serait rembourser la dette des marchés financiers. C'est un signal aux patrons : « **vous pouvez licencier tranquillement, nous, au gouvernement, on s'occupe des banques.** » Peugeot, Sanofi, le Crédit immobilier, Presstalis, etc. Le bal des destructions d'emplois continue, le gouvernement détourne le budget du pays pour l'asservir à la dictature de la dette.

Le marché ou la démocratie ? Le Traité, que Hollande avait promis de renégocier mais qui est intacte, instaure non pas un pouvoir démocratique supérieur, mais la négation de la démocratie.

Le pouvoir de la représentation nationale, c'est d'adopter le budget de la Nation. C'est ce pouvoir-là qui est donné aux mécanismes européens de marché. Le Traité instaure des contraintes automatiques, qui transforment la représentation nationale en figurant de seconde zone. Et si le budget devait soutenir l'emploi, le pouvoir d'achat, la couverture sociale ? Non, répond le Traité, la dette d'abord. Donc l'austérité. Oui mais cette austérité tue toute perspective de relance : pas le savoir, répond la Troïka, la dette d'abord ; mais cette dette n'est pas la nôtre, objecteront les salariés : si, c'est la vôtre, décrètera la Troïka, qui se fait les dents contre le peuple grec, saigné jusqu'à l'absurde.

Y a-t-il eu un changement ? Nous n'avons pas utilisé le bulletin de vote « François Hollande » pour qu'une fois élu il nous serve le traité d'austérité concocté par Sarkozy et Merkel.

Jean-Marc Ayrault ment quand il affirme que ce traité a été renégocié. C'est le même, plus un additif léger, 1% du PIB européen alloué à la croissance. Laurent Fabius ment quand il présente ce traité, auquel il vient se rallier, comme un point de passage obligé. Ce traité est le triomphe des marchés financiers qui ont mis en coupe réglée l'Europe : le produit intérieur brut leur est consacré au point que le service de la dette, prioritaire sur tout, représente le deuxième poste budgétaire. Les banquiers sont les seuls en Europe à être garantis contre la faillite, parce que les Etats du Traité leur ont accordé le pouvoir exclusif de leur prêter de l'argent.

Et dire que François Hollande ciblait « la Finance » comme l'ennemi principal...

Démocratie ou marché ? Nous avons voté contre le putsch permanent de Sarkozy qui passait par dessus la représentation nationale, la représentation syndicale et la voix du peuple.

La nouvelle majorité, qui votera avec la droite sarkozyenne, s'incline devant le putsch européen. Ce traité instaure un transfert de souveraineté nationale **non au Parlement européen**, qui n'a pas voix au chapitre, **mais à une Troïka** : la Commission européenne et ses commissaires, la Banque centrale européenne, libre de toute contrainte à l'égard des Etats et les agents du FMI prennent le contrôle ! Le Parlement donne les clés du budget à la structure la moins démocratique qui soit, hors de tout contrôle, la Troïka ! Selon les ordres du FMI et de l'Union européenne, le chômage n'est rien, la dette des banques est tout.

A quoi sert la représentation nationale ? Le Traité, que Hollande avait promis de renégocier mais qui est intacte, instaure non pas un pouvoir démocratique supérieur, mais la négation de la démocratie.

Le pouvoir de la représentation nationale, c'est d'adopter le budget de la Nation. C'est ce pouvoir-là qui est donné aux mécanismes européens de marché. Le Traité instaure des contraintes automatiques, qui transforment la représentation nationale en figurant de seconde zone. Et si le budget devait soutenir l'emploi, le pouvoir d'achat, la couverture sociale ? Non, répond le Traité, la dette d'abord. Donc l'austérité. Oui mais cette austérité tue toute perspective de relance : pas le savoir, répond la Troïka, la dette d'abord ; mais cette dette n'est pas la nôtre, objecteront les salariés : si, c'est la vôtre, décrètera la Troïka, qui se fait les dents contre le peuple grec, saigné jusqu'à l'absurde.

Voilà pourquoi nous manifesterons le 30 septembre contre l'adoption du traité européen

Non à l'austérité permanente

Refusons le Pacte budgétaire, ouvrons le débat en Europe !

Le président de la République veut faire ratifier au plus vite par le Parlement le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro, plus connu sous l'intitulé de « *Pacte budgétaire* », tel qu'il a été signé par Nicolas Sarkozy le 25 mars dernier. Pourtant, les faibles mesures « de croissance » annoncées le 29 mai dernier ne constituent en rien la « *renégociation* » promise par le candidat François Hollande d'un traité qui « *ajoute l'austérité à l'austérité* ».

Ce Pacte budgétaire aggrave les politiques néolibérales prônées depuis des années et qui ont mené aux problèmes actuels de la zone euro. Il représente d'abord une absurdité économique. En imposant que le « *déficit structurel* » d'un État soit inférieur à 0,5 %, il va obliger à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Il va priver la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique. Or nous avons besoin au contraire de développer et de rénover les services publics et la protection sociale pour répondre aux nombreux besoins non satisfaits, réduire les inégalités sociales et réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons besoin d'investissements publics considérables pour financer la transition énergétique, réduire les pollutions, assurer la reconversion écologique des modes de production et de consommation, créer des millions d'emplois. L'obligation d'équilibre budgétaire permanent sera un frein majeur pour s'attaquer à la crise sociale et écologique.

Dans une Europe où les clients des uns sont les fournisseurs des autres, cette orientation engagée depuis deux ans amène aujourd'hui la récession généralisée. Les difficultés de PSA et d'autres entreprises découlent directement de l'effondrement de la demande en Europe du Sud. Aujourd'hui le pouvoir d'achat stagne ou régresse, les entreprises et les collectivités locales réduisent leurs investissements : dans ce contexte couper dans les dépenses publiques ne fera qu'aggraver le chômage. Dès 2013, selon une étude du FMI lui-même, ramener le déficit de la France à l'objectif de 3% du PIB affiché par le gouvernement créera automatiquement 300 000 chômeurs de plus. La réduction des recettes fiscales qui en résultera rendra encore plus difficile la réduction des déficits, que l'austérité était censée favoriser, « *justifiant* » ainsi un nouveau tour de vis, etc.

Économiquement stupide, ce Pacte budgétaire est socialement insupportable car les « *programmes d'ajustement structurel* » aujourd'hui imposés à la Grèce et aux autres pays en difficulté réduisent les protections, accroissent les inégalités et touchent le plus durement les populations les plus précaires - femmes,

jeunes, ouvriers, immigré-es. Loin d'éviter aux pays du Nord de l'Europe de subir le sort de ceux du Sud, ce Pacte entraîne toute l'Union dans une spirale dépressive qui risque de généraliser la pauvreté. Ce serait un recul sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, ce Pacte budgétaire représente un déni démocratique. Non seulement il prévoit des sanctions quasi automatiques en cas de non-respect, mais il marginalise les Parlements nationaux et européen, et fait de la Commission et de la Cour européenne de justice, organismes non élus, les juges des budgets nationaux. Il installe un fédéralisme autoritaire niant la souveraineté populaire. Il place l'économie en pilotage automatique, soumise à des normes destinées à rassurer des marchés financiers dont la puissance n'est pas remise en cause. Nous ne l'acceptons pas.

Les crises sociale, écologique et financière mondiales s'aggravent. Elles sont lourdes de dangers comme le montre le renforcement des extrêmes droites xénophobes et nationalistes. Ces crises nécessitent une mobilisation de l'Europe, mais d'une Europe fondée sur la solidarité et la démocratie, d'une Europe qui se dégage de l'emprise des marchés financiers. Or le Pacte budgétaire va au contraire renforcer les contradictions internes à la zone euro et pourrait mener à son éclatement. Le refus de la France de ratifier ce traité serait un signal fort envoyé aux autres peuples européens afin d'ouvrir le débat sur la construction d'une autre Europe.

C'est pourquoi, nous, les organisations signataires de ce texte refusons ce Pacte budgétaire qui engage l'avenir. Nous demandons qu'un large débat démocratique ait lieu afin que les citoyen-es puissent s'emparer de ce sujet décisif et se prononcer à son propos. Nous voulons mettre le Président de la République, son gouvernement, les parlementaires devant leurs responsabilités.

Pour créer ce débat démocratique, nous appelons à renforcer les collectifs locaux déjà existants - notamment ceux pour l'audit citoyen de la dette publique -, à en créer de nouveaux le cas échéant ; nous organiserons ensemble une série de débats publics dans toute la France ; nous nous adresserons et inviterons les citoyens à s'adresser à chaque député et sénateur de la majorité parlementaire, et nous organiserons des manifestations dont une grande manifestation unitaire à Paris le dimanche 30 septembre. Un comité d'organisation se met immédiatement en place pour assurer le succès de ces initiatives.

Aitec-IPAM, AC !, ANECR, Attac, CADTM, Cedetim - IPAM, CDDSP, CNDF, Les Économistes Atterrés - Filpac CGT - URIF CGT, CGT Finances - CGT Personnels des Organismes sociaux - Les Economistes Atterrés, SNESUP FSU, Fondation Copernic, Front de gauche - Parti communiste français - Parti de gauche - Gauche unitaire - Gauche anticapitaliste - FASE - République et Socialisme - PCOF - Convergence et Alternative - Gauche anticapitaliste, Les Alternatifs, M'PEP, Marches Européennes, NPA, REP, Résistance Sociale, Sud BPCE, Union syndicale Solidaires ...